

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 160/06

AMR 27/003/2006 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE

**Adonis Polanco (h), militant de la lutte contre le VIH/sida
ainsi que ses proches**

Londres, le 8 juin 2006

Un militant engagé dans la lutte contre le VIH/sida a reçu à plusieurs reprises des menaces de mort anonymes, vraisemblablement en raison de son attitude ouvertement critique envers le gouvernement, auquel il reproche de ne pas fournir les soins nécessaires aux personnes vivant avec le VIH/sida en République dominicaine. Amnesty International estime qu'Adonis Polanco et sa famille courent un grave danger.

Adonis Polanco travaille pour un réseau regroupant des personnes vivant avec le VIH/sida et assure les fonctions de conseiller en matière de traitements médicaux auprès d'une clinique de sa ville, Boca Chica, située à une heure de route à l'est de la capitale, Saint-Domingue.

Le 5 juin, Adonis Polanco a participé à une manifestation publique organisée à Saint-Domingue à l'occasion de la publication du rapport d'Amnesty International intitulé *"I'm not ashamed!" HIV/AIDS and human rights in the Dominican Republic and Guyana* (AMR 01/002/2006). À cette occasion, il a parlé des difficultés auxquelles sont confrontées les personnes vivant avec le VIH/sida à Boca Chica, ainsi que du manque de soutien de la part du gouvernement. Cet événement a fait la une de l'un des deux principaux quotidiens nationaux et le nom d'Adonis Polanco apparaît dans le rapport en question. Il craint que l'attention ait ainsi été attirée sur lui et que sa vie soit, de ce fait, en danger, tout comme celle de sa femme et de leurs cinq enfants, âgés de neuf mois à douze ans.

Dans la soirée du 14 mai, dans un appel téléphonique reçu chez lui, une femme lui a déclaré : « *Ne parlez pas tant... Il y en a qui disparaissent.* » Mi-avril, un homme l'avait appelé et lui avait assuré que s'il continuait à parler, il se retrouverait « *la bouche pleine de mouches* » (ce qui signifie « *tu vas mourir* »).

Dans une interview à la radio diffusée en octobre 2005, Adonis Polanco a reproché au gouvernement de ne lui avoir jamais procuré le moindre traitement après qu'un test eut révélé sa séropositivité au VIH en 2004. À la suite de cette interview, il aurait constaté que les freins de sa moto avaient été sabotés. Il aurait été suivi plusieurs fois depuis lors par des voitures dépourvues de plaques d'immatriculation et évite aujourd'hui de se trouver hors de son domicile après 18 heures 30.

Les menaces téléphoniques auraient commencé en juin 2005, après qu'Adonis Polanco eut fait part dans des interviews radiophoniques de ses critiques à l'égard du gouvernement. Il a ensuite commencé à militer en faveur d'autres personnes touchées par le VIH/sida, ce qui lui a valu d'être la cible de menaces et d'actes d'intimidation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, selon les informations recueillies par Amnesty International, plusieurs défenseurs des droits humains ont reçu des menaces liées à leurs activités en faveur des droits de leurs concitoyens en République dominicaine.

Environ 88 000 personnes, soit 1,7 p. cent de la population, vivent avec le VIH/sida dans ce pays. Bien qu'il bénéficie de financements internationaux considérables, le gouvernement dominicain ne fournit des traitements antirétroviraux qu'à un tiers des quelque 10 à 15 000 personnes qui en auraient besoin ; sans ces traitements, l'espérance de vie de ces personnes est largement réduite. Au cours des dix-huit derniers mois, Adonis Polanco a vu plus de 20 habitants de Boca Chica mourir parce qu'ils n'avaient pas pu obtenir les traitements préconisés aux personnes vivant avec le VIH/sida.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous inquiet à l'idée qu'Adonis Polanco ait reçu des menaces de mort en raison des activités qu'il mène en faveur des personnes vivant avec le VIH/sida ;
- demandez instamment aux autorités d'ouvrir une enquête exhaustive et impartiale sur ces menaces, de rendre ses résultats publics et de traduire en justice les responsables présumés ;
- exhortez les autorités à fournir une protection adaptée à Adonis Polanco et à ses proches, conformément à leurs souhaits ;
- rappelez aux autorités que les activités des militants et des organisations non gouvernementales qui aident et soutiennent les personnes vivant avec le VIH/sida revêtent une importance capitale, et priez-les instamment de veiller à ce qu'ils puissent les mener librement, sans crainte d'être victimes de manœuvres de harcèlement ou d'intimidation.

APPELS À :

Président de la République :

S.E. Leonel Fernández
Presidente de la República
Palacio Nacional
Santo Domingo
République dominicaine

Fax : +1 809 682 0827

Courriers électroniques : correspondencias@presidencia.gov.do

Formule d'appel : *Su Excelencia Señor Presidente*, / Monsieur le Président,

Ministre de la Justice :

Sr. Francisco Domínguez Brito
Procurador General de la República
C/Hipólito Herrera Billini Esq. Juan B. Pérez,
Centro de los Héros, Constanza, Maimón y Estero Hondo
Santo Domingo
République dominicaine

Fax : +1 809 533 4098

Formule d'appel : *Estimado Señor Brito*, / Monsieur le Ministre,

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Franklin Almeyda Rancier
Secretario de Estado del Interior y la Policía
Ave. México, Esq.
Leopoldo Navarro,
Edif. Oficinas Gubernamentales,
Santo Domingo
République dominicaine

Fax : +1 809 221 8324

Formule d'appel : *Señor Secretario*, / Monsieur le Ministre,

COPIES aux représentants diplomatiques de la République dominicaine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 20 JUILLET 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*